



Conseil économique et social

Distr. générale
25 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Catholic Family and Human Rights Institute, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

14-65527X (F)



Merci de recycler 



Déclaration

Au cœur du développement social se trouve l'institution naturelle de la famille

Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain sans perdre de vue le programme de développement pour l'après-2015 passe d'abord par la reconnaissance des catalyseurs du développement social, lesquels sont immuables, permanents et essentiels au développement social durable dans toutes les sociétés. La famille fondée sur l'union d'un homme et d'une femme est un catalyseur du développement. Sans la famille, le développement social n'est tout simplement pas possible.

Les États ont le plus grand intérêt moral et social à la protéger et à la promouvoir. Sans la famille, les sociétés ne sauraient exister, et encore moins se développer sous quelque forme que ce soit. Comme l'a récemment souligné le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 26/11, « la famille est l'élément naturel et fondamental de la société » et le « milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres ».

L'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que la famille est « l'élément naturel et fondamental de la société » et qu'elle « a droit à la protection de la société et de l'État ». Plus de 120 pays ont des dispositions constitutionnelles qui font écho à cet article ainsi que d'innombrables dispositions juridiques et politiques qui l'étoffent.

La famille contribue plus que toute autre institution sociale à l'intégration sociale, à l'emploi productif et à l'élimination de la pauvreté dans ses dimensions tant sociales qu'économiques. La famille est avant tout le lieu le plus sûr pour protéger les droits des individus dès leurs premières années.

La science et les récentes recherches ont confirmé et validé cette évidence. Aucune autre structure ou institution n'est en mesure d'assurer des résultats de même qualité au profit des enfants. Les enfants s'épanouissent dans les familles formées par le mariage d'un homme et d'une femme. Les individus y apprennent l'amour et la responsabilité.

La famille profite à tous ses membres. Se marier et fonder une famille permet aux hommes et aux femmes de jouir d'une meilleure santé, d'un plus grand bonheur et d'une meilleure espérance de vie. Le mariage est également lié à la baisse de la mortalité infantile.

La famille est essentielle pour lutter contre la pauvreté et créer de la richesse. Les synergies économiques qui se trouvent naturellement dans les familles ne sauraient être recréées par les institutions ou les programmes gouvernementaux. L'éclatement de la famille engendre des coûts bien plus élevés pour les gouvernements à travers les programmes d'aide sociale. Une étude novatrice sur les facteurs qui contribuent à la mobilité économique en Amérique, publiée par l'économiste de Harvard Raj Chetty en 2014, a constaté que la structure familiale était un indice révélateur de la mobilité économique.

Les familles solides et stables sont nécessaires à la pérennité du développement social soit durable. La recherche montre que les familles saines formées par l'union d'un homme et d'une femme engendrent des familles plus

saines. Les enfants issus de familles éclatées ou d'autres types de ménage ne connaissent pas les avantages d'être élevé par une mère et un père. Certes, les individus issus de familles éclatées peuvent triompher de l'adversité, mais les enfants nés dans des familles qui restent ensemble sont plus susceptibles de former leur propre famille.

Les lois et les politiques qui encouragent un homme et une femme à se marier et à fonder une famille, ainsi que les lois qui renforcent et protègent le mariage, sont le principal moyen par lequel la protection de la famille trouve son expression dans les systèmes juridiques nationaux.

Dans la définition qu'elle en donne, la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît la famille comme le fruit de l'union d'un homme et d'une femme. Elle a toujours englobé les relations de la famille élargie et la monoparentalité, mais n'envisage pas les unions homosexuelles. Seuls quelques pays développés ont modifié leurs lois pour reconnaître juridiquement les unions homosexuelles, tout en soutenant que cela nécessite une modification de la définition universelle et historique de la famille. Certains vont jusqu'à dire que la famille n'a aucun droit.

Reconnaître les couples homosexuels ou d'autres types de ménage comme équivalant à la famille conduirait à des sociétés qui non seulement acceptent les relations homosexuelles, la promiscuité et d'autres pratiques immorales, mais en font la promotion aussi. Dans les rares juridictions où le « mariage homosexuel » est autorisé par la loi, les enfants apprennent dès leur plus jeune âge que l'homosexualité est saine, que les homosexuels sont autorisés à adopter et les gouvernements font pression pour faire accepter le mode de vie des homosexuels comme normal.

La Déclaration universelle des droits de l'homme exige que tous les enfants, indépendamment de leur situation familiale, jouissent de la même protection. Elle dispose expressément en son article 25 que « tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale ».

Les enfants doivent bénéficier des mêmes droits que les autres enfants quelles que soient les circonstances et les conditions dans lesquelles ils ont été conçus ou vivent, ou les choix de leurs parents. Cependant, veiller à ce que tous les enfants bénéficient des mêmes protections n'exige pas des États qu'ils légitiment ou encouragent les types de ménage qui ne sont pas équivalents à la famille.

Reconnaître les droits des enfants ne signifie pas que les individus qui cohabitent avec un partenaire ont un droit spécial de bénéficier des avantages et protections juridiques accordées à la famille simplement en raison de leur choix de vivre dans le même ménage. Cette distinction est d'autant plus importante que des recherches ont montré que les enfants élevés par leurs parents biologiques dans un milieu familial stable sont avantagés. Bien que les États aient la responsabilité d'aider les enfants qui peuvent être lésés en la matière, ils ne sont pas obligés d'encourager les relations autres que le mariage entre un homme et une femme et n'ont aucun intérêt à le faire.

Encourager et approuver des types de ménage pouvant nuire aux enfants n'apportera rien à la société. En fait, légitimer et favoriser d'autres types de ménage pour l'éducation des enfants, en dehors de la famille fondée sur l'union d'un homme et d'une femme et au détriment de celle-ci, peut violer les droits fondamentaux des enfants.

Les enfants au sein des ménages non mariés et vivant en concubinage sont exposés à un risque plus élevé de violence physique, sexuelle et morale. Les enfants sont plus susceptibles de subir des violences physiques, sexuelles et morales quand ils ne sont pas élevés par leurs parents biologiques dans un environnement familial stable.

Les enfants qui ne sont pas élevés par une mère et un père dans un environnement familial stable ont plus de risques d'être confrontés à l'échec scolaire, d'avoir des troubles du comportement, de consommer des drogues et de souffrir de solitude, entre autres résultats négatifs qui affectent leur productivité et leur capacité à contribuer positivement à la société.

Dans le monde contemporain, la famille est face à de nouveaux défis et possibilités

Il est évident que la famille est en crise dans les sociétés partout dans le monde. Menacée dans sa stabilité et sa pérennité, notamment par la situation économique mondiale, la famille est confrontée à des défis jamais imaginés auparavant. Beaucoup de jeunes ne sont pas en mesure de réaliser leur droit et leur rêve de former une famille. Les obstacles socioéconomiques font qu'il est pratiquement impossible pour beaucoup de fonder une famille. Encore plus troublant, certaines sociétés ont dévalorisé la famille au cours des dernières décennies, ont créé des stéréotypes négatifs sur la vie de famille et ont dépouillé la famille de ses droits, la traitant comme un obstacle aux nouvelles politiques sociales néfastes qui exaltent l'individualisme au détriment de la famille.

D'un autre côté, de belles perspectives se profilent pour la famille. De nombreux pays montrent un regain d'intérêt en concevant des politiques qui auront une incidence positive sur les familles et la formation de familles. D'importantes activités ont également été organisées au sein des Nations Unies à l'occasion du vingtième anniversaire de l'année internationale de la famille en 2014. La famille a été au centre de nombreuses négociations intergouvernementales au sein de la Commission du développement social, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme. Il s'agit d'une évolution positive qui doit s'étendre à l'examen du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague en 1995, et à l'accord sur le programme de développement pour l'après-2015.

L'année 2015 marque le vingtième anniversaire du Sommet mondial pour le développement social et ce sera l'occasion de procéder à une révision en profondeur des politiques sociales à la lumière des nouvelles idées politiques, comme la notion d'emplois verts et l'économie verte.

L'accord imminent sur le programme de développement pour l'après-2015 en particulier exige un examen en profondeur des politiques sociales actuelles, à la lumière des résultats qu'elles ont réellement atteints. La protection de la famille doit être au centre de tous les efforts en faveur du développement social.